



**ARRÊTONS LE BAIN DE SANG !
CESSEZ-LE-FEU IMMÉDIAT !**

PROTECTION DES POPULATIONS CIVILES

RASSEMBLEMENTS

VENDREDI 3 NOVEMBRE à 18H30
Mairie de MONTATAIRE

SAMEDI 4 NOVEMBRE à 11H00
Fontaine du centre-ville à BEAUVAIS

AGENDA POLITIQUE

**CHOIX DU PCF
POUR LES EUROPÉENNES**

**VOTE
DES ADHÉRENT·E·S
DU PCF**

J9 au D12 NOVEMBRE

**ATTENTION !
MATÉRIELS DE VOTE
dans ce n° de Oise Avenir**

AGENDA POLITIQUE

BEAUVAIS POUR LA PAIX

**SAMEDI 11 NOVEMBRE
à partir de 15H00**

**Marissel
rue Jean-JAURÈS
BEAUVAIS**

- concert
- hommage à JAURÈS
- conférence « BARBUSSE, soldat de la Paix »

*Programme complet
en dernière page*

AGENDA POLITIQUE

MEETING
pour le pouvoir d'achat
**SAMEDI 18 NOVEMBRE
à 14H00**
Bercy
Place du Bataillon du Pacifique
PARIS 12^e

SOMMAIRE du n° 1389

- P. 2 - Édito de Thierry AURY « Ne rien lâcher ! »
- P. 3 - Proche-Orient : arrêtons les massacres ! La France doit porter la voix de la paix
- P. 4 - Agenda ; Amicale de l'Oise des Vétérans du PCF Oise ; Échos des luttes ; Sur les traces de MARX

ENCARTS

- Bulletin de vote sur les élections européennes
- Enveloppe postale à compléter (nom, prénom, section, signature) contenant une enveloppe de vote
- Résolution de la conférence européenne du PCF du 14 octobre 2023
- Flyer « Halte au carnage, cessez-le-feu immédiat ! »

Oise Avenir

Magazine de la Fédération de l'Oise du PCF

8 rue de Beauvoisis - 60100 Creil

Courriel : pcf.oise@orange.fr

Tél : 03 44 55 27 96

<http://oise.pcf.fr>

Directeur de la publication : Thierry AURY

Rédacteur-riche : Thierry AURY

Conception graphique et maquette : PCF Oise

Photographies : Akli AOUAA, Thierry AURY, DR

Presse et communication : Thierry AURY - thierry.aur@wanadoo.fr

Impression PCF Oise - Tirage : 1 205 ex.

N° CPPAP : 0428 P 11491

**N'oubliez pas !
Nous avons besoin de votre...**

ABONNEMENT Oise Avenir

J'indique mes coordonnées :

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Ville :

Je choisis ma formule d'abonnement 1 an :

- RÉDUIT (étudiant, sans emploi) : 5 €

- NORMAL : 15 €

- SOUTIEN : 25 €

Je renvoie le chèque à l'ordre de « PCF Oise »

à l'adresse postale :

Oise Avenir - 8 rue de Beauvoisis - 60100 Creil

ÉDITO

CETTE TOUSSAINT 2024 offre décemment un horizon bien sombre sur tous les plans.

D'abord ce sont ces nouvelles épouvantables du Proche-Orient avec un véritable génocide en cours contre la population civile palestinienne de Gaza, perpétré par le gouvernement raciste et extrémiste de NETANYAHOU qui ne cache pas sa volonté de faire mourir de faim ou sous les bombes ceux qu'il considère comme des « animaux ».

Une mobilisation d'ampleur doit se lever pour arrêter le bras de ces tueurs de masse qui devront comparaître devant la Cour pénale internationale. Il faut contraindre les dirigeants de notre pays — dont certains appelaient à un « soutien inconditionnel à Israël » — à retrouver une voix forte

Ne rien lâcher !

pour que cesse ce carnage et pour une solution politique basée sur les résolutions internationales. Déjà devant l'émotion grandissante, la France a voté à l'ONU pour un « cessez-le-feu humanitaire ». Il faut aller plus loin. Dans l'immédiat, doit être suspendu l'accord d'association Israël-UE et mis en œuvre une protection internationale des populations civiles. D'autant que cette nouvelle guerre s'inscrit dans un contexte de tensions graves dans le monde, avec une folle relance de la course aux armements. La phrase de JAURÈS « le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage » apparaît plus vrai que jamais.

Ce même capitalisme qui surexploite les humains et la planète jusqu'à l'épuisement. Il y a quelques jours, un ouvrier retraité nous disait : « je donne un peu d'argent à des gens car sinon ils n'ont plus de quoi donner à bouffer à leurs gosses ». Incroyable dans un pays aussi riche que la France !

Quant à la planète, ce sont les scénarios les plus pessimistes du GIEC qui se réalisent, avec des conséquences de plus en plus concrètes. Ces peurs, ces angoisses nourrissent malheureusement un climat politique délétère où c'est une extrême droite banalisée qui prospère, nourrie par les dérives d'une droite et d'un gouvernement qui brandissent les épouvantails de l'immigration et de l'insécurité pour faire diversion sur leur politique de régression sociale. Et on voit les mêmes suspecter la gauche de ne pas être « républicaine », « laïque » dans une forme de « barrage républicain » à l'envers. Très grave. Cela doit mettre en alerte tous les progressistes, tous les démocrates. Le 15 octobre, le Conseil national du PCF appelait la gauche et les écologistes à être « à la hauteur de notre histoire et des grandes conquêtes sociales auxquelles notre camp a contribué », à prendre « appui sur les rassemblements qui réussissent, comme c'est le cas dans de nombreuses majorités locales ou oppositions de gauche, où l'ensemble des forces travaillent ensemble. » et à « ouvrir une nouvelle étape pour la gauche avec un nouveau type d'union, permettant le débat entre nous comme avec les citoyen-ne-s et les organisations syndicales, avec un projet de transformation sociale, ambitieux, utile, à vocation majoritaire » en construisant « un rassemblement sur la base de principes simples : respect mutuel, pleine souveraineté de chacune des organisations, luttes et initiatives sur la base de combats et de projets partagés. » Un appel sans exclusive « à toutes les forces disponibles, aux citoyen-ne-s, aux associatifs, aux syndicalistes, aux socialistes, écologistes et insoumis, aux radicaux et aux républicains de gauche qui partagent cette ambition pour le progrès social, pour la justice et pour la paix ». ■

Thierry AURY



PROCHE-ORIENT : ARRÊTONS LES MASSACRES ! LA FRANCE DOIT PORTER LA VOIX DE LA PAIX

NOUS SOMMES SUBMERGÉS de nouveau d'un flot d'images horribles, venues d'Israël, de Gaza, de Cisjordanie, avec des morts et des souffrances innommables pour des milliers et des milliers de civils innocents et désarmés, enfants, vieillards, malades, femmes et hommes de tous âges. Après les premiers rassemblements de Montataire le 14 octobre, puis Beauvais le 27 octobre (des rassemblements ont aussi été interdits à Beauvais le 21 et à Compiègne le 28 !), la mobilisation doit s'amplifier pour arrêter l'horreur et un véritable génocide à Gaza. Extraits de l'intervention de Thierry AURY à Beauvais le 27 octobre au nom des personnalités organisatrices du rassemblement, les maires-adjoints beauvaisiens, Mohrad LAGHRARI et Hatice KILINC, Jean-Jacques PIK, d'Une Autre Voix Juive et Michel LE DROGO, de l'Association France Palestine Solidarité :



« Ce furent le 7 octobre les images atroces des habitants des kibboutz et des jeunes de la rave-party, assassinés par les commandos du Hamas. Aucune cause ne peut justifier le meurtre de masse de civils, et nous avons été bouleversés par ces actes de terreur. Nous pensons aussi aux otages dont nous demandons la libération. Il faudra que les responsables de ces actes en rendent compte et puissent être le jour venu, jugés, comme doivent l'être ceux qui commettent des actes terroristes et des crimes de guerre. **Mais disons-le clairement aussi, la justice n'est pas la vengeance.**

Et rien ne justifie les bombardements terrifiants de la Bande de Gaza par l'armée israélienne, visant indistinctement maisons, immeubles, écoles, hôpitaux, églises, mosquées, centrale électrique, équipements publics, et provoquant un bain de sang effroyable. »

« Je pourrai rappeler ce que disait le Président MACRON en 2022, au sujet des bombardements russes sur l'Ukraine : *" les infrastructures civiles sont bombardées, des armes explosives sont utilisées, dans des zones densément peuplées, et les travailleurs humanitaires ont pris pour cibles, le droit international est bafoué "* *" le droit de la guerre n'est pas optionnel, la protection des civils et des infrastructures civiles n'est pas négociable. Ce qui trahissent ces règles devront rendre des comptes devant la justice internationale. "*

« Pour ce minuscule territoire, plus petit que l'Agglo du Beauvaisis, mais surpeuplé avec 2,35 millions d'habitants dont la moitié sont des enfants, la plus forte densité au monde, c'est une catastrophe humanitaire sans précédent qui est en cours. »

« Nous demandons que la France porte avec force cette exigence de Paix, contre tous les va-t-en-guerre, pour briser cet engrenage de la guerre qui fait que chaque bombe lâchée provoque des morts supplémentaires souvent civiles et innocentes, mais alimente aussi le désespoir, la haine, la violence et donc la guerre, dans un cycle sans fin. » « Écoutons plutôt les voix de la raison, comme celle de Dominique DE VILLEPIN, qui sut dire en 2003, le refus de la France de s'engager derrière BUSH dans la guerre en Irak dont nous avons vu le chaos général qu'elle a provoqué ! La France doit agir pour ouvrir les voies d'une solution politique négociée à cette guerre qui s'inscrit dans des décennies d'injustices faites au peuple palestinien.



Rassemblement à Montataire, le 14 octobre

Il faut reprendre l'esprit des Accords d'Oslo de 1993, entre Yasser ARAFAT et Ytzhak RABIN, visant à la reconnaissance mutuelle de l'existence de deux États, Israël et Palestine, pouvant vivre dans des frontières sûres et reconnues et disposant de mêmes droits. » « Et puisqu'on nous dit qu'il n'y aurait pas d'issue, pas d'es-



poir, je conclurai par un appel en faveur de la libération du MANDELA palestinien, Marwan BARGHOUTI, emprisonné depuis 20 ans dans les prisons israéliennes, figure la plus populaire dans le peuple palestinien, figure de paix, qui pourrait être l'un des artisans de cette paix, une paix juste et durable, fondée sur la reconnaissance mutuelle du droit à l'existence des deux peuples israélien et palestinien. » ■

Vidéo de l'intervention : <http://oise.pcf.fr/126537>

PCF BEAUVAISIS

Beauvais pour la Paix

SAMEDI 11 NOVEMBRE, BEAUVAIS -
Marissel, rue Jean-JAURÈS

- 15h00, église de Marissel - *Concert pour la Paix. Le Quatuor « Franz » (violoncelle et violons) interprètera des œuvres de Franz SCHUBERT et de Dimitri SHOSTAKOVITCH.*
- 16h00, devant la plaque de rue portant son nom - *Hommage à Jean JAURÈS*
- 16h30, salle municipale voisine - *Conférence sur « Henri BARBUSSE, soldat de la Paix » par l'historien Michel BOISSARD*

Table de livres par la librairie associative Graines de mots. Clôture autour du verre de la fraternité.

AMICALE DE L'OISE DES VÉTÉRANS DU PCF
Assemblée générale, suivie du repas annuel

DIMANCHE 3 DÉCEMBRE, MONTATAIRE
Résidence autonomie Maurice-MIGNON - 118 rue Jean-JAURÈS

- de 10h30 à 12h00, assemblée générale, en présence d'un dirigeant de l'amicale nationale des Vétérans
- à partir de 12h30, repas avec des musiciens chanteurs

Inscriptions avant le 20 novembre par retour postal de la fiche d'inscription envoyée avec le dernier numéro du Lien fraternel des Vétérans du 60, ou bien en contactant la Fédération : PCF Oise - 03 44 55 27 96

AGENDA - AUTRES INITIATIVES

ESPACE MARX60

Conférence-débat « Les organismes sociaux internationaux du travail en lien avec la situation sociale dans le monde »

JEUDI 23 NOVEMBRE, BEAUVAIS - 19H00
(accueil 18H30) - Maison des syndicats - rue Jean-Baptiste BAILLIÈRE

Intervenant : Bernard THIBAUT, ancien membre du conseil d'administration du Bureau international du travail (BIT)



Le 19 octobre à Saint-Maximin, échanges avec l'historien Yannick Bosc sur ROBESPIERRE et la Révolution française.

(Re)Voir la conférence-débat : <http://oise.pcf.fr/126538>

ÉCHOS DES LUTTES



SCANDALEUSE CONDAMNATION DE DEUX MILITANTS ÉCOLOGISTES POUR UN DESIN SUR UNE ROUTE DE CAMPAGNE !

Une cinquantaine de personnes s'étaient rassemblées, le 18 octobre devant le tribunal de Beauvais pour soutenir deux militants écologistes poursuivis... pour avoir dessiné, avec une peinture s'effaçant à la première pluie, le logo des Soulèvements de la Terre sur une petite route de campagne au nord de Beauvais ! Après avoir été retenus en garde à vue durant 20 heures, les deux militants ont été condamnés à payer chacun 1 200 euros d'amende et accomplir 10 heures de TIG. Thierry AURY, au nom du PCF, a dénoncé une grave dérive visant à criminaliser tout mouvement social ou citoyen pour intimider. Dans le même temps, le projet de concession de l'aéroport de Beauvais pour une durée de 30 ans à un grand groupe multinational et avec l'objectif de doubler le trafic, se déroule dans la plus grande opacité sous la houlette de Mmes CAYEUX et LEFEBVRE et M. BERTRAND, dirigeants des trois collectivités propriétaires de l'aéroport.



MOBILISÉ-E-S POUR L'AUGMENTATION DES SALAIRES

750 personnes ont manifesté à Beauvais le 13 octobre contre la vie chère et pour l'augmentation des salaires. D'autres actions reprenant les revendications de cette journée européenne de mobilisation se sont déroulées à Béthisy-Saint-Pierre et chez Colgate à Compiègne.

Reportage : <http://oise.pcf.fr/126365>



SOUTIEN AUX POSTIERS DE THOUROTTE

La section PCF de Ribécourt-Noyon est auprès des postiers de la plateforme de distribution de Thourotte, en grève depuis le 25 octobre contre des suppressions de tournées et pour des mesures en faveur du pouvoir d'achat. Les négociations achoppaient toujours au 31 octobre.

LES RETRAITÉ-E-S DE NOUVEAU DANS LA RUE

Une cinquantaine de retraité-e-s ont manifesté à Beauvais le 24 octobre pour une hausse immédiate de 10 % des pensions de retraite.

JOURNÉE PASSIONNANTE « SUR LES TRACES DE MARX »

25 militant-e-s et ami-e-s ont participé à la sortie organisée par le PCF « sur les traces de MARX » le 21 octobre. Première étape au Musée de l'Histoire Vivante à Montreuil où une exposition a lieu jusqu'au 31 décembre 2023 sur le thème de « MARX en France » qui montre l'importance de ses liens avec notre pays et particulièrement Paris où il séjourne plusieurs années et découvre et noue des liens privilégiés avec les mondes ouvriers et intellectuels, socialistes et anarchistes, mais aussi avec d'autres émigrés allemands en exil comme lui. Le riche fonds du Musée mais aussi d'autres apports, montrent un lien privilégié de MARX avec la France et son influence jusqu'à nos jours. L'après-midi, Anouk COLOMBANI, philosophe et guide-conférencière, a emmené le groupe, dans les rues du centre de Paris, sur les traces de MARX lors de ses séjours entre 1843 et 1849.



Résolution de la conférence européenne du PCF – 14 octobre 2023

Faire entendre la voix de la France pour une Europe de peuples libres, souverains et associés

Ensemble, pour le progrès social, la démocratie, la justice climatique, le pain et la paix !

Nous voulons une Europe au service de la démocratie, de la paix, du progrès social et du climat, libérée du poids de la finance et des logiques capitalistes. Force est de constater que l'Union européenne n'a pas su apporter la paix et n'est pas en mesure de relever les défis de l'émancipation sociale, humaine et du climat. C'est l'échec d'une orientation néolibérale martelée dans les traités européens auxquels nous nous sommes toujours opposés.

Avec la pandémie, les règles budgétaires, pourtant érigées en dogme les décennies précédentes, ont été suspendues. Des brèches se sont ouvertes mais l'UE suit toujours la même boussole : avant tout, maximiser les profits et l'accumulation contre l'emploi, la formation, la recherche et les services publics. La prétendue « souveraineté européenne » ne remet surtout pas en cause la prééminence étatsunienne, ni la concurrence entre les pays de l'UE. Et désormais la Commission européenne promeut une « économie de guerre », pour justifier le retour des politiques d'austérité, en transformant l'UE en financeuse de l'industrie d'armement.

Cette politique alimente la rupture entre les peuples et l'idée même d'Europe et accélère l'essor de l'extrême droite, aujourd'hui au pouvoir dans six des vingt-sept pays membres. Une partie des bourgeoisies européennes fait le choix d'une sortie de crise sur des bases autoritaires tandis que l'extrême droite pèse sur les politiques de l'UE, notamment par un traitement ignoble infligé aux personnes migrantes.

L'heure est aux grands choix. Un nouveau saut fédéraliste et atlantiste, tel que le prépare une autre partie des classes dirigeantes européennes, ne ferait qu'aggraver la crise. S'agirait-il alors de prôner une simple « désobéissance » ou un « Frexit » ? Nous ne partageons pas non plus ces discours qui n'ouvrent aucune perspective pour les peuples. Il y a donc urgence à initier une autre construction européenne de peuples et de nations libres, souveraines et associées. La souveraineté démocratique des peuples et des nations doit se faire entendre au service d'une coopération solidaire en rupture avec un modèle dépassé.

Nous avons un point d'appui pour cela car partout s'expriment les luttes sociales et écologiques, démocratiques et féministes, laïques, antiracistes et celles du mouvement de paix. Elles portent en elles la contestation des logiques financières et la nécessité de nouvelles coopérations en Europe donnant la priorité aux dépenses pour l'emploi, la formation, les capacités humaines et les services publics plutôt qu'au capital.

Pour les élections européennes de juin prochain, nous nous engageons donc avec cette ambition dans la constitution d'une liste de large rassemblement, ouverte à l'ensemble des forces progressistes et des représentant·es du mouvement social.

Nous y défendrons douze priorités que la France et les député-es européen.nes devront porter en Europe :

1. Pour le respect de la souveraineté des peuples

Nous refusons le retour des règles budgétaires austéritaires et la levée des règles d'unanimité en matière de défense et de politique extérieure. Nous portons l'élaboration démocratique d'un autre traité européen. Sans délai, notre pays peut dès maintenant déroger aux règles des traités européens qui vont à l'encontre des intérêts démocratiques, sociaux et économiques du peuple de France. Il peut s'atteler à la construction de fronts d'entente en Europe, non seulement pour bloquer les dynamiques antidémocratiques et antisociales et construire des alternatives et des coopérations concrètes. Nous refusons l'élargissement de l'UE existante, qui ne ferait qu'aggraver les différences de développement entre pays, et qui ne permettrait pas la définition d'un projet émancipateur au service de tou-ttes. Nous proposons aux États voisins de l'UE la constitution d'un forum d'échanges et d'élaboration de politiques communes mutuellement avantageuses.

2. Pour une nouvelle politique énergétique

Nous voulons sortir du marché spéculatif européen de l'énergie. Nous remettons en cause les directives européennes qui promeuvent les différents marchés carbone et la « bourse du CO₂ » qui permet aux grandes entreprises d'acheter des « droits à polluer » et de spéculer avec ceux-ci. Nous refusons le système européen d'échange de quotas d'émissions (ETS) et la taxe carbone, qui engendrent l'augmentation des prix. Nous voulons une organisation du secteur de l'énergie qui garantisse un droit à l'énergie pour tou-ttes par la mise en place d'une agence européenne de l'énergie visant à renforcer les coopérations et les complémentarités. Une nouvelle politique énergétique est nécessaire, en maintenant une filière publique de production et de distribution, fondée sur la maîtrise des prix et sur un mix énergétique entre le nucléaire, qui doit rentrer dans les circuits de financement européen des énergies vertes, et les énergies renouvelables. Nous visons, de cette manière, à réaliser la décarbonation nécessaire de l'énergie.

3. Pour une nouvelle politique commerciale et une nouvelle industrialisation

Il est urgent de dénoncer les traités de libre-échange afin d'assurer une souveraineté industrielle et commerciale. Nous voulons construire de nouveaux traités internationaux de maîtrise démocratique des échanges et des investissements au service des biens communs, du développement mutuel, de la sécurité, de la souveraineté alimentaire, industrielle, et de la réalisation des objectifs de développement durable de l'ONU. Cela permettra une nouvelle industrialisation en Europe, répondant aux besoins sociaux et respectant la planète. Cela impliquera de même la mise en chantier d'une nouvelle planification stratégique et démocratique, s'émancipant des logiques du capital et du profit, pilotée par des services publics renforcés. Cela renforcera l'exigence d'investissements massifs dans les infrastructures portuaires et ferroviaires, connectant nos ports aux corridors ferroviaires européens pour favoriser le fret ferroviaire, maritime et fluvial. C'est une des conditions pour garantir la transition écologique et une nouvelle industrialisation faite de coopérations solidaires entre territoires, libérées de la concurrence libre et non faussée et de l'emprise de capitaux extra-européens, en premier lieu nord-américains.

4. Pour que l'argent soit au service des peuples, pas du capital

Il importe de remettre en cause le fonctionnement et les missions actuelles de la Banque centrale européenne (BCE). Celle-ci doit être mise sous contrôle démocratique et pratiquer une sélectivité sociale et écologique. Dès à présent, au lieu de confier davantage de ressources propres à l'UE, il est possible de constituer un fonds finançant à taux zéro les dépenses des États pour les services publics, la transition écologique et une nouvelle industrialisation. Ce fonds serait piloté par les Parlements nationaux, le Parlement européen, les organisations syndicales européennes et les acteurs représentés au Conseil économique et social européen, avec un droit de saisine des collectivités locales. Le refinancement par la BCE des crédits des banques aux entreprises doit favoriser les crédits aux investissements porteurs d'emplois, de formation, et de critères écologiques de lutte contre les émissions de CO₂. Il doit pénaliser les crédits aux délocalisations, aux suppressions d'emploi ou aux productions polluantes. La question de la dette doit également être affrontée. Les dettes publiques doivent être renégociées. Les dettes reprises par la BCE doivent permettre à cette dernière de rétrocéder les intérêts aux États emprunteurs.

5. Pour le développement des services publics démocratisés et émancipés des critères du marché

Le développement des services publics doit être un des piliers d'un nouveau modèle social européen, aussi bien pour l'émancipation et les défis sociaux que pour les défis écologiques, ceux de la nouvelle industrialisation comme de la nouvelle politique agricole. Cela implique la sortie des services publics du droit de la concurrence libre et non faussée et la définition de nouvelles règles de coopération, ainsi que la mise en place d'un financement dédié. Le développement des services publics doit s'appuyer sur la maîtrise des filières industrielles.

6. Pour une souveraineté agricole et alimentaire

La Politique agricole commune (PAC), dans sa conception et son application actuelles, ne correspond en rien aux grands défis environnementaux, sociaux et climatiques. Elle doit être revalorisée et refondée afin d'intégrer davantage les politiques de l'alimentation. Les critères d'attribution, majoritairement proportionnels à la superficie déclarée ou la taille du cheptel doivent être dépassés pour sécuriser le revenu des producteurs, soutenir l'emploi et accompagner la transition agro-écologique. L'UE peut agir, avec l'Organisation des nations unies et son Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), pour la construction d'une conférence mondiale pour la souveraineté alimentaire mondiale, sur le modèle des COP contre le dérèglement climatique, en sortant l'alimentation des règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

7. Pour l'égalité femmes-hommes

Les luttes féministes, pour l'égalité femmes-hommes, pour le libre droit des femmes à disposer de leur corps, sont également des enjeux européens. Notre ambition est d'aligner vers le haut les droits des femmes en Europe en nous inspirant des États membres les plus avancés en la matière. La lutte contre les violences faites aux femmes, pour l'égalité professionnelle et salariale, pour une politique familiale féministe sont au cœur du projet porté par la clause de l'Européenne la plus favorisée dont nous portons l'exigence.

8. Pour la mise en chantier d'un nouveau traité européen, grâce à la réunion d'une Assemblée des peuples d'Europe, constituée des forces vives des nations européennes

Cette nouvelle construction européenne devra permettre des coopérations différenciées selon des modalités choisies souverainement par les peuples européens. Les Parlements d'Europe devront être associés à l'élaboration des règles européennes. Au contraire des logiques actuelles de l'Union européenne, dont les politiques libérales concourent à l'abaissement des droits sociaux, il faut étendre le principe à l'œuvre dans la clause de l'Européenne de la plus favorisée à tous les droits sociaux, pour un alignement vers le haut des droits sociaux de l'ensemble des peuples européens.

9. Pour la défense de la démocratie locale et des services publics : de nouveaux financements européens en direction des collectivités territoriales

Les fonds européens structurels et d'investissements confiés aux régions sont technocratiques, sous-utilisés et mal utilisés. Ils alimentent des disparités territoriales grandissantes. La libre administration des communes, et donc l'innovation des politiques publiques au service des populations et de leurs territoires, suppose une vision transformatrice de la place de l'Europe au service des 34 945 communes de France : il est indispensable de promouvoir le développement des services publics locaux, et l'accès de toutes les collectivités locales aux fonds européens, par un accès direct des communes à des fonds européens simplifiés.

10. Pour la construction d'un espace méditerranéen de coopération et de paix

Pour relever les immenses défis dont cette zone est le théâtre, cet espace devrait regrouper des États qui ont des intérêts communs, qu'ils soient dans l'UE ou hors de celle-ci, par exemple sur les questions industrielles, les questions migratoires, les questions climatiques. Le mécanisme de Dublin doit être aboli et le Pacte européen asile-migration refusé pour instaurer des politiques migratoires européennes refondées dans le respect du droit international et pour l'instauration de voies légales et sécurisées de migration. La directive européenne de 2001 instaurant la protection temporaire des réfugié-es doit être étendue à l'ensemble de ces derniers. Les accords scandaleux conclus avec des pays tiers, dans le but de leur déléguer le « filtrage » des migrant-es, doivent être dénoncés. Les aides publiques au développement ne peuvent plus être conditionnées à une « bonne coopération » des pays tiers sur les expulsions.

11. Pour la paix et la sécurité collective

Nous dénonçons la boussole stratégique de l'UE adoptée en mars 2022 qui renforce l'hégémonie des États-Unis et de l'Otan. L'UE peut agir en facilitatrice d'une offre de paix en Ukraine, assurant la neutralité de celle-ci assortie de garanties de sécurité sous protection de l'ONU, dans le respect de la souveraineté du peuple ukrainien et de la sécurité commune pour l'Ukraine, la Russie et l'ensemble de l'Europe. Cela permettrait de rouvrir les négociations pour le désarmement global et multilatéral en Europe, en commençant par les armes nucléaires présentes sur le sol européen et russe, ainsi que la constitution d'un espace commun de sécurité collective en Europe, indépendant de l'Otan et des États-Unis.

12. Pour que l'Union européenne contribue à un autre ordre du monde

Il est impératif d'agir pour l'application du droit international contre les politiques de force et l'application des résolutions de l'ONU. L'UE, en application de la résolution du Parlement européen de 2014 sur la reconnaissance de l'État de Palestine, doit agir pour une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens sur la base de deux États vivant en paix et en sécurité. Elle doit instaurer d'autres relations économiques avec l'Afrique et sortir de l'appui néocolonial aux multinationales à base européenne. Ainsi, l'aide publique au codéveloppement doit être réformée en portant attention à la maîtrise d'ouvrage et à la réalisation, par les États, les entreprises et la société civile des pays concernés, de leurs projets de développement économique, social et humain, ainsi que de leurs politiques de transition écologique. Le franc CFA/Eco, lié à l'Euro, doit être aboli pour permettre l'émancipation économique et monétaire des peuples d'Afrique. L'établissement de coopérations avec les BRICS (pays fondateurs : Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) portera l'exigence d'une refonte du système financier international pour une véritable monnaie commune mondiale alternative au dollar permettant un financement solidaire et efficace pour atteindre les objectifs de développement durable.

Ces priorités ne sont pas un programme européen mais elles constituent l'orientation politique sur laquelle le PCF entend construire une liste de large rassemblement. Nous portons l'ambition de faire entendre une voix forte au Parlement européen et contribuer à l'avenir du groupe « The Left », selon des modalités de fonctionnement confédérales.

Pour lancer la constitution de cette liste, nous décidons de :

- **Désigner Léon Deffontaines comme tête de liste.** Cette proposition sera soumise au vote des communistes, du 9 au 12 novembre.
- D'engager un dialogue avec les forces progressistes, avec toutes celles et tous ceux qui, actrices et acteurs du mouvement social, de la culture et de l'émancipation, souhaitent s'engager sur ces bases politiques et porter au Parlement européen les revendications du monde du travail et de la création.
- Mettre en place un comité de campagne, avec Ian Brossat comme directeur de campagne, ainsi qu'un comité de soutien.
- Lancer une campagne contre la vie chère et l'austérité, pour l'emploi, l'augmentation des salaires et des retraites. Cette campagne s'appuiera notamment sur le renforcement des services publics et le développement des pré-recrutements dans la fonction publique.
- Fixer un point d'étape aux CN du 19 novembre et du 9 décembre sur le déploiement de notre campagne, la constitution du programme et l'élaboration de la liste.

BULLETIN DE VOTE

Élections européennes

Pour les élections européennes du 9 juin 2024, le PCF engage la constitution d'une liste de large rassemblement, ouverte à l'ensemble des forces progressistes et des représentant-es du mouvement social qui partagent notre orientation, avec Léon Deffontaines comme tête de liste.

Pour

Contre

Abstention

Comment voter ?

Le vote du 9 au 12 novembre pour le choix de notre tête de liste aux élections européennes est organisé sous la responsabilité des sections et de ta fédération. Tu peux :

- **Voter à la fédération ou à ta section** : renseigne-toi auprès de celles-ci pour connaître les heures d'ouverture pour le vote.
- **Voter par correspondance** : il est aussi possible de voter par correspondance. Pour ce faire, il faut :

1. Détacher le bulletin de vote et cocher une case. (Si plusieurs cases sont cochées, le bulletin est considéré comme nul).
2. Glisser le bulletin dans une première enveloppe sans rien inscrire sur celle-ci.
3. Glisser cette première enveloppe dans une seconde enveloppe.
4. Si tu n'es pas à jour de tes cotisations de 2023 (article 4.1 des statuts), n'oublie pas de glisser aussi ton chèque à l'ordre de l'ADF-PCF dans cette seconde enveloppe.
5. Pour valider ton vote, il faut inscrire au dos de la seconde enveloppe : nom, prénom, le nom de la section et la signer.
6. Adresser l'enveloppe à la section ou la fédération en fonction des indications communiquées par celles-ci sur l'organisation du vote.

HALTE AU CARNAGE, **cessez-le-feu** **immédiat !**

Le gouvernement israélien a lancé une opération meurtrière contre la population palestinienne de Gaza. Près de la moitié des habitations ont été détruites.

Les hôpitaux, les écoles sont visées. Un véritable effondrement humanitaire est en cours. Une partie de la population est contrainte à un déplacement forcé. Des milliers de femmes, d'hommes, d'enfants périssent sous les bombes. C'est un massacre de masse. Ce sont des crimes de guerre.



En Cisjordanie occupée, l'armée et les colons se livrent à de nouvelles exactions contre la population palestinienne.

Les odieux actes terroristes du Hamas du 7 octobre ne les justifient en rien.

B. Netanyahu et les autres responsables devront en répondre devant la Cour Pénale Internationale.

Rien n'a été fait depuis trois semaines pour stopper l'engrenage des tueries. La lâcheté et la complicité diplomatiques ont donné un blanc-seing au gouvernement d'extrême-droite de B. Netanyahu.

IL EST ENCORE TEMPS D'AGIR. **La résolution de l'ONU appelant à une trêve humanitaire, votée par la France, est un point d'appui. La France doit maintenant concrétiser son vote en faisant pression sur le gouvernement de l'état d'Israël pour que la résolution soit mise en application.**

NOUS EXIGEONS :

- Un **cessez-le-feu immédiat** avec la fin des bombardements et du déplacement forcé de la population et le retrait de l'armée israélienne de Gaza.
- La **libération des otages**
- La **mise en place d'un corridor humanitaire** pour acheminer les produits de première nécessité.
- La **protection de toutes les personnes civiles** quelle que soit leur nationalité.
- La **levée du blocus de Gaza** en place depuis 2007.
- **Une initiative diplomatique de la France pour une paix juste et durable** sur la base des résolutions de l'ONU, en particulier la résolution n° 242 du Conseil de sécurité des Nations unies de 1967, exigeant le retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés.
- **La reconnaissance de l'État de Palestine par la France sur la base des frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale**, aux côtés de l'État israélien, pour que les deux peuples réconciliés vivent en paix et en sécurité.



Nous appelons à participer aux rassemblements qui se tiennent dans toute la France sur la base de cet appel avec l'ensemble des forces progressistes qui se battent pour la paix et la justice.